



Invité

A la rencontre de Joël Valentin, permanent Jeunes CSC de Liège

Propos recueillis par la rédaction

Il y a maintenant plus de 25 ans que la coopération entre la CSC de Liège et la CNTB (Confédération nationale des travailleurs du Burkina) s'organise. Durant ces années, une multitude de projets ont vu le jour. Aujourd'hui, un nouveau projet est né : le développement d'un mouvement de jeunesse au sein de la CNTB. C'est en mai dernier, qu'une délégation du « Comité Jeunes » s'est rendu au Burkina.

Comment est né le projet ?

Au mois d'avril 2001, suite à une rencontre avec nos amis du Sud, j'avais été réellement surpris de voir que, dans un pays de douze millions d'habitants, il n'existait aucune structure permettant aux jeunes de développer des idées, voire même simplement de donner des avis sur des problèmes de société à combien importants. Après de nombreuses discussions avec nos amis burkinabé, ceux-ci décidèrent de relever le défi qui leur était lancé : structurer un véritable mouvement de jeunesse au travers de la CNTB et ce dans un pays où l'avenir de cette génération est compromis. Il est clair également que je rentrai à Liège avec des valises pleines d'idées et de projets, mais qu'allions-nous faire ?

Nous décidions avec mon collègue, Marc Linotte, de réunir notre « Comité Jeunes » et leur soumettre notre expérience. Quel accueil : « nous devons réaliser des choses pour eux, nous devons les aider dans leur combat, savoir quels sont leurs besoins, ... » Après avoir discuté de longues heures, ciblé les différents besoins, nous devions prendre une décision : quel projet ? Nous ne voulions non pas soutenir uniquement les jeunes, mais soutenir l'ensemble de la CNTB qui elle-même assurerait ce mouvement de jeunesse. Nous avons également constaté que si nous voulions développer ce projet dans plusieurs régions du Burkina, il fallait absolument leur donner les moyens de se déplacer rapidement et en toute sécurité. L'idée de financer un véhicule

4x4 est arrivée sur la table. Celui-ci servirait à l'ensemble du mouvement et permettrait aux jeunes de se déplacer dans les provinces et ainsi rencontrer les différentes sections. La machine était lancée !

Comment avez-vous fait pour obtenir le financement nécessaire pour un tel projet ?

De nouveau, l'engouement des jeunes ne s'est pas fait attendre : « Voyons chez nous, dans les différentes centrales professionnelles si nous ne pouvons pas obtenir un coup de mains, organisons des activités, regardons dans nos entreprises si nous ne pouvons pas obtenir quelque chose... » Le proverbe dit qu'il faut battre le fer quand il est chaud, mais cette règle n'est pas toujours juste lorsqu'il faut réfléchir. Si nous leur offrons ce véhicule, comment allaient-ils faire pour assumer les besoins de celui-ci : carburant, entretien, assurance, réparation, ... Nouvelles idées, nouveaux défis : nous devons fournir deux véhicules. Un qui servirait aux besoins de l'organisation et l'autre qui pourrait être loué pour assurer les différents coûts des deux véhicules. L'objectif est bien sûr de réaliser ce projet sur du long terme, mais aussi d'apporter à nos amis une autonomie dans leurs actions. Je voudrai d'ailleurs en profiter pour remercier les centrales professionnelles Bâtiment et Industrie, Métallos, Energie-Chimie-Mines, Alimentation et Services, Services publics, Instituteurs chrétiens pour leur soutien, ainsi que le Service Jeunes CSC national, les AP Assurances, la



Photo : Joël Valentin

Remise officielle des véhicules aux membres de la CNTB.



BACOB, sans oublier bien sûr la CSC Liège-Huy-Waremme et toutes les personnes qui nous ont soutenus dans ce projet.

Les jeunes du comité avaient-ils envie d'aller sur le terrain ?



Accompagner ce projet, voir sur place quelles sont les réalités des jeunes, discuter avec eux de leur quotidien, les soutenir dans leurs actions, était important pour eux. C'est ainsi que nous avons pris contact avec Solidarité Mondiale afin de constituer un projet d'échange et de partenariat. Très vite, les portes se sont ouvertes : nous décrivons le projet, déterminons les enjeux et les perspectives et trouvons un accord sur la réalisation de celui-ci. Il n'y avait plus qu'à organiser le voyage avec l'arrivée des véhicules et nous pouvions partir.

L'expédition de véhicules ne devait pas être une mince affaire ?



Il nous fallait d'abord trouver le moyen le plus sûr pour expédier les véhicules au Burkina. Après beaucoup de recherches, les véhicules sont achetés et sont envoyés par bateau au Togo, à Lomé. Les deux voitures et deux ordinateurs (qu'un jeune avait réussi à trouver) arrivaient à Lomé avant nous. Il fallait donc prendre contact avec nos amis de l'ODSTA pour garantir la réception du container.

Faisaient partie du voyage, 5 jeunes du Comité : Patrick, Ramon, Michel, Jacques et Samuel. Nous avons été accueillis à bras ouverts par l'ODSTA. Très vite, nous sommes rassurés : le bateau n'était pas encore arrivé. Nous en profitons pour rendre visite aux amis de la CSTT et commencer les formalités administratives pour sortir les véhicules le plus rapidement possible. Durant deux jours, ce fut le parcours du combattant : formalités, cachets sur documents inutiles, files d'attente, renvoi d'un bureau à l'autre, ... Enfin, nous pouvons conduire les véhicules au Burkina.

Comment s'est passé votre séjour ?



Nous avons parcouru plus de 1.000 kilomètres de nuit pour atteindre Ouagadougou et rencontré de nouveau pas mal de problèmes de formalités administratives et de files d'attente. Accueillis par les membres de la CNTB, nous avons mis sur pied un nouveau programme tenant compte de notre retard. Tout au long de nos visites, nous avons rencontré des jeunes de différentes provinces, mais aussi structuré avec eux différents projets. Nous avons, lors de nos cinq journées, parcouru près de 3.200 km et rencontré les sections de Ouagadougou, de Kaya, de Tenkodogo, de Bobo Dioulasso et, comme cerise sur le gâteau, une réception a été organisée avec plus de 200 personnes pour la remise des clés des véhicules.

Pour nous, il était important de mener à bien cette mission, ce projet, mais le plus important est d'avoir pu répondre à une attente d'une jeunesse qui ne demande qu'à s'investir dans un pays qui en a besoin. Répondre parfois négativement tant les projets relevés étaient importants, mais aussi leur apporter des idées, répondre à leur centaine de questions et surtout leur dire que nous sommes avec eux, c'est bien là que se trouve la solidarité. Nous avons aussi négocié et obtenu de belles avancées et notamment la ga-

rantie de la création d'un espace « jeunes » au nouveau siège de la CNTB avec un accès à l'internet pour pouvoir communiquer ensemble en permanence.

Qu'est-ce que vous retenir de cette expérience ?



Ce qui nous a le plus marqué, c'est la volonté et la richesse de cœur des Burkinabè. Ils ne possèdent pas grand chose, mais ils partagent. Ils n'ont peut-être pas d'avenir, mais ils se battent pour le construire. Pour nous, la plus grande satisfaction dans la réalisation de ce projet a été de voir des jeunes se structurer au sein même d'une organisation et développer des projets pour que, demain, l'avenir de tous soit meilleur, sans oublier bien sûr que la solidarité de militants, de délégués, de permanents de nos organisations leur offrent aujourd'hui les moyens de développer des idées et des projets.

Nous ne voulons pas en rester là, car cela ne serait pas crédible de construire un projet tel que celui-ci et, puis, dire merci et au revoir ! Nous avons décidé, avec notre « Comité Jeunes » de Liège de nous revoir très vite sur le sujet. Si bien que notre prochaine journée d'étude du 28 septembre mettra certainement en avant de nouvelles idées et de nouveaux projets. ■

"Ce qui nous a le plus marqué, c'est la volonté et la richesse de cœur des Burkinabè."



Photo : M8 Valentin





Nos partenaires au Burkina Faso

par Thierry Manhaeghe

Le Burkina Faso est un pays enclavé de type « sahélien » couvrant une superficie de 274.000 km² pour une population estimée à 11 millions d'habitants en 1997. Près de 83% de la population se trouve en zone rurale, le taux d'alphabétisation est faible, près de 20%. Malgré un taux réel de croissance économique de l'ordre de 5% sur la période 95-99, le Burkina reste classé parmi les Pays les Moins Avancés (PMA) faisant face à un problème endémique de pauvreté.

Contexte général

En 1997, selon le PNUD, le Burkina compte une population active de 6 millions d'habitants représentant 54,5% de la population totale. La population active féminine représente 47% de la population totale de l'année 1997. Compte tenu du chômage et de la pénurie d'emplois dans le secteur formel, la population active évolue en majorité dans le secteur informel dans lequel les emplois souvent précaires, sous-payés, sans protection sociale et organisant l'exclusion sociale de groupes sociaux tels que les femmes. Ce secteur joue alors un rôle essentiel dans la mesure où s'organise souvent une

certaine solidarité au sein de la communauté et permet à ces familles d'avoir un revenu qui assure leur survie.

La population du Burkina est confrontée aux difficultés d'accès aux soins de santé, la majorité des gens recourt toujours difficilement aux soins de santé en raison principalement de la pauvreté et de l'inaccessibilité financière. Les indicateurs de santé du pays demeurent préoccupants : la mortalité infantile est de 105 pour 1.000, le taux de mortalité maternelle est de 484 pour 100.000 naissances vivantes et l'espérance de vie à la naissance est de 53,8 ans.

Photo : Solidarité Mondiale



Les partenaires de Solidarité Mondiale s'organisent pour contribuer au développement du Burkina.



Pour endiguer ce phénomène structurel de pauvreté, le gouvernement a élaboré en 2000 un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté centrant la stratégie de développement sur un meilleur impact des politiques publiques et sur la nécessité d'accroître le pouvoir d'achat des populations et de promouvoir l'accès aux services sociaux essentiels de base à toute la population.

Les partenaires de Solidarité Mondiale

Face à ces différents enjeux économiques et sociaux, les acteurs des mouvements sociaux, partenaires de Solidarité Mondiale s'organisent pour contribuer au développement de ce pays par la promotion de la justice sociale, la lutte contre l'exclusion sociale et l'appui aux initiatives d'économie sociale. Ces partenaires sont notamment :

- La Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina (CNTB), organisation syndicale défendant les droits des travailleurs dans le secteur formel et informel ;
- MUFEDE (Mutualité Femmes et Développement), organisation de femmes active dans le domaine de la micro finance ;
- Projet Développement Rural et Intégré de Sanmatenga (DIRS), projet de développement intégré dans les domaines de la santé communautaire, l'hydraulique rurale, la micro finance et le développement communautaire ;
- RAMS (Réseau d'appui aux mutuelles de santé), association chargée du développement et de la formation des mutuelles de santé au Burkina Faso.

Solidarité Mondiale a fait le choix de soutenir ces mouvements sociaux à

travers trois programmes de coopération : la promotion et la formation du mouvement syndical dans le secteur formel et informel, l'appui aux initiatives productives solidaires créatrices d'emplois et de revenus, et enfin l'appui au développement d'initiatives mutualistes et de santé communautaire

Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina

La Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina (CNTB) est une centrale syndicale créée en 1949 qui compte aujourd'hui 7.000 membres. Ces militants sont regroupés en 5 fédérations professionnelles, 8 organisations syndicales nationales et 130 syndicats de base d'entreprise répartis dans des sections provinciales. La CNTB est membre de l'ODSTA (Organisation Démocratique Syndicale des Travailleurs Africains) qui est l'organisation régionale affiliée à la Confédération Mondiale des Travailleurs (CMT).

Le but de la CNTB est de défendre et promouvoir les intérêts des travailleuses et travailleurs, d'œuvrer pour une véritable justice sociale et de lutter contre l'exclusion sociale. Comme partenaire social, la CNTB est impliquée dans le dialogue social avec différentes structures de concertation avec l'état sur les enjeux qui touchent directement les travailleurs et le développement : protection sociale, pensions, travail des enfants, lutte contre la pauvreté.

Par ce travail de mobilisation et d'action politique, la CNTB participe à une réelle démocratisation de la société en formant des personnes impliquées dans les questions de développement de leurs pays et attachée à la défense

des droits économiques et sociaux des populations les plus pauvres. Au sein même de l'organisation, les leaders syndicaux sont élus démocratiquement à tous les niveaux local, régional et national et sont eux-mêmes formés dans ce travail.

Pour répondre aux besoins des travailleurs, la CNTB développe également des activités génératrices de revenu en faveur des travailleurs du secteur informel, par exemple dans la banlieue de Ouagadougou, des militants développeront en 2002 avec l'appui de Solidarité Mondiale des petits projets d'approvisionnement en eau. Concrètement, la CNTB s'est également engagée pour l'implication de 30% des femmes dans sa structure syndicale et leur implication dans tous les niveaux de décision de la Confédération de manière à organiser une participation effective dans les décisions et enjeux.

La CNTB possède maintenant, grâce à la CSC de Liège, un siège national ainsi que des cadres syndicaux formés par l'ODSTA avec l'appui de Solidarité Mondiale qui lui permettront dans les années à venir de développer sa capacité de gestion, d'animation et de formation des travailleurs militants et de répondre encore mieux aux enjeux du développement et de lutte contre la pauvreté.

Projet de Développement Intégré de Sanmatenga (DIRS)

DIRS est un projet de développement intégré initié en 1986 par la CNTB avec l'appui de WSM et dont l'objectif de cette ONG est l'amélioration des conditions de vie des populations de la Province de Sanmatenga.

Les différentes activités du projet sont



gérées par des structures communautaires locales mises en place par le projet et touchent plus de 10.000 personnes. Ainsi une équipe d'animateurs a assuré la création et la formation des structures communautaires et à l'alphabétisation de ses membres : comité de santé, les comités de gestion de points d'eau, des caisses d'épargne villageoises. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, un atelier de forage a installé près de 120 puits dans la région. Pour soutenir les activités productives, un système d'épargne et de crédit a été mis en place avec près de 11 groupements féminins. Dans le domaine de la santé, le projet a mis en place un système de soins de santé primaires dans 14 villages et, depuis 2000, soutient la mise en place de 4 mutuelles.

Dès 2003, le projet DIRS sera opéra-

tionnel via les différents acteurs locaux qui ont été créés dans les différents domaines d'activités notamment les mutuelles de santé, l'atelier de forage maintenant autonome sous forme d'une association « AKOVIM », l'association de crédit « Watinoma » qui regroupe près de 187 femmes, les groupements féminins villageois.

La Mutualité Femmes et Développement (MUFEDE)

La Mutuelle Femmes et Développement (MUFEDE) s'est créée en 1996, avec pour objectif de collecter l'épargne des membres et de la redistribuer sous forme de crédits. MUFEDE a démarré avec un capital de départ de 710.000 CFA, le nombre d'adhérents était de 9.594 en 1996. Ce nombre était de plus de 14.000 femmes adhérentes en 2001 avec des

ressources propres de plus de 27 millions de FCFA.

Les crédits sont destinés aux femmes organisées en groupements. Celles-ci doivent être membres de MUFEDE depuis au moins 4 mois. Le crédit est octroyé en fonction de l'épargne préalablement mobilisée, car pour accéder au crédit, il faut avoir épargné régulièrement pendant 4 mois et avoir au moins 25% du montant du crédit demandé sur son compte. Les taux d'intérêts sont de 14% par an sur prêts avec 4% sur dépôt à terme, l'épargne libre n'est pas rémunérée.

Cette formule de micro crédit permet aux femmes qui n'avaient pas accès au système bancaire moderne d'avoir accès au crédit pour développer leurs activités dans le domaine du petit commerce et de la transformation et le

Photo : Solidarité Montéale



Malgré un taux réel de croissance économique, le Burkina reste classé parmi les Pays les Moins Avancés.



stockage de produits alimentaires. Ces activités permettent de générer des revenus qui sont investis dans l'alimentation, les soins de santé et l'habillement et le paiement des frais de scolarité des enfants.

En s'appuyant sur les principes de caution solidaire, de gestion transparente et démocratique et de cohésion sociale des groupes de base, MUFEDÉ démontre que des taux de remboursement excellents peuvent être obtenus avec les pauvres, même en l'absence de garanties bancaires. Les IES développent les habitudes d'épargne des membres, en particulier par sensibilisation, l'éducation, la sécurisation des dépôts, des relations de confiance et une rémunération attractive. Les résultats montrent aussi que la capacité d'épargne des pauvres est importante si elle est liée à un système de crédit approprié.

Pour valoriser cette expérience, MUFEDÉ a été choisi comme animateur du Programme d'Economie Sociale en Afrique (PARESOC) pour le Burkina Faso avec DIRS et la CNTB. Ce programme est soutenu par Solidarité Mondiale et permet par exemple à MUFEDÉ d'apporter son expérience à l'ensemble des partenaires dans la

mise en place de systèmes de micro crédit susceptibles de soutenir des activités génératrices de revenus et d'emplois sur une base d'organisation solidaire et communautaire.

Réseau d'appui aux mutuelles de santé (RAMS)

L'association RAMS a été créée en mars 2000 pour promouvoir au Burkina Faso les mutuelles de santé comme moyen pour organiser l'accessibilité financière des populations aux soins de santé. Différentes mutuelles et structures d'appui nationales font partie de RAMS dont les partenaires locaux de Solidarité Mondiale : MUFEDÉ, DIRS, la Mutuelle "Laafi Taebo" de la CNTB. RAMS est soutenu par Solidarité Mondiale et l'ANMC dans le cadre du Programme d'appui aux mutuelles de santé en Afrique (PROMUSAF).

Le RAMS a développé une méthodologie d'appui basée sur l'approche participative et le renforcement des compétences locales dans les structures d'appui intermédiaires pour obtenir un effet multiplicateur. RAMS appuie ainsi le développement de 28 mutuelles avec une moyenne de 37 membres et 97 bénéficiaires par mu-

tuelle. La plupart (16) sont des mutuelles de femmes défavorisées en milieu rural et ont démarré leurs activités à partir du micro crédit. Leurs forces sont la grande solidarité et le dynamisme économique et associatif des groupements féminins. RAMS participe également à la réflexion sur les politiques de santé avec le ministère et tous les acteurs ONG et associations impliquées dans la santé en vue de trouver des politiques structurelles de santé conformes aux besoins de la population.

Dès 2002, la priorité va être encore accentuée avec la prise en charge des publics vulnérables notamment femmes et enfants et aux groupements féminins. Dans ces régions où la capacité contributive est très faible et très dépendante des récoltes agricoles de l'année, une approche combinée entre la mise en place de mutuelle de santé et d'activités génératrices de revenus est particulièrement importante pour assurer les revenus suffisants aux adhérents pour la sécurité alimentaire et l'accès aux soins de santé. ■



